

La Russie veut la paix dans les Balkans, déclare le leader soviétique

Christian Rakovsky

Source : «The Florence Times», 2 juin 1924 p. 2. Traduction MIA.

LONDRES, 2 juin. – (United Press.) La Russie veut la paix dans les Balkans ; Moscou a abandonné les politiques de modification des frontières de l'ancien régime tsariste ; par conséquent, toute allusion sur le fait que la Russie lancerait une offensive et enflammerait la poudrière balkanique est pure sottise.

Christian Rakovsky, chef de la délégation soviétique ici présente, a donné cette assurance autorisée dans un entretien exclusif avec l'United Press. Rakovsky est commissaire adjoint aux Affaires étrangères au ministère soviétique des Affaires étrangères et est le plus important leader soviétique à avoir jamais officiellement visité l'Angleterre. Écrivain, diplomate et révolutionnaire, Rakovsky, qui parle cinq langues, était président du gouvernement soviétique en Ukraine avant de venir à Londres pour mener d'importantes négociations avec le gouvernement travailliste de [Ramsay Macdonald](#), qui, espère-t-il, mèneront à une solide entente entre l'empire britannique et la Russie soviétique. Aujourd'hui en Europe occidentale, Rakovsky est connu comme le porte-parole de la Russie.

« Nous avons rejeté la politique impériale du gouvernement tsariste qui visait à soumettre les peuples des Balkans à ses politiques et à ses intérêts », a déclaré Rakovsky.

« Si le gouvernement tsariste existait encore, et que tous les traités secrets étaient mis en œuvre, par lesquels Constantinople et une partie de la Thrace étaient cédés au gouvernement tsariste, la Roumanie et la Bulgarie seraient, en réalité, des provinces russes.

Nous ne sommes cependant pas indifférents à ce qui se passe à notre frontière. Sans prendre en compte la Roumanie, qui a profité de notre faiblesse temporaire et a illégalement annexé la Bessarabie (annexion contre laquelle les États-Unis ont protesté), un pays de 130 millions d'habitants, un pays comme la Russie, occupant la plus grande partie de la côte de la mer Noire, ne peut être désintéressé de ce qui se passe de l'autre côté de ses côtes.

Nous avons besoin d'une paix stable, mais elle est impossible si la violence règne parmi les peuples des Balkans. À plus d'une occasion, des étincelles venues des Balkans ont enflammé toutes les poudrières d'Europe.

La dernière guerre impérialiste a également commencé dans les Balkans. Mais en dehors des événements de Sarajevo, la guerre de 1914 fut en réalité la continuation des guerres balkaniques de 1912-1913. La situation créée dans les Balkans à la suite de la Guerre mondiale contient en germe toutes

les guerres futures. La question nationale qui fut l'un des prétextes de ces guerres n'est pas seulement non résolue, elle est devenue encore plus compliquée.

L'Autriche-Hongrie était dans une position plus facile pour subjuguier les nationalités étrangères non seulement parce que c'était un État militaire fort, mais parce qu'elle leur accordait une certaine autonomie. Ce sera plus difficile pour les États qui occupent la place de l'ancienne Autriche-Hongrie et le territoire européen de la Turquie.

Il est absurde, cependant, de penser que nous entendons modifier par la force des armes la carte de l'Europe et, en particulier, la carte des Balkans. Les peuples chez qui la conscience nationale et sociale s'est éveillée sont maintenant moins que jamais disposés à tolérer l'oppression étrangère, et régleront eux-mêmes leur propre destinée.

L'union soviétique est confrontée à d'autres tâches que celle de la guerre. La révolution d'Octobre a été menée au nom de l'émancipation des masses laborieuses, et l'élévation de leur bien-être matériel et spirituel est l'une des premières tâches du gouvernement soviétique. »

Par Lloyd Allen
(Correspondant permanent de l'United Press.)